

panorapresse.ouest-france.fr

École Parents et élus mobilisés pour éviter une fermeture de classe dans un quartier prioritaire

5-7 minutes

Parents et élus mobilisés pour éviter une fermeture de classe dans un quartier prioritaire

Une classe est menacée de fermeture au sein du groupe scolaire du [Bourg-le-Comte](#) à [Bernay](#). Une décision rejetée tant

par les parents et les enseignants que par les élus, attachés à préserver les conditions d'enseignement dans un quartier fragile.

« **Au [Bourg-le-Comte](#), nos enfants ne sont pas des sardines.** » Tenue par des parents d'élèves vendredi 27 mars devant l'entrée du groupe scolaire, la pancarte avait le mérite d'être explicite. Une action était organisée de bon matin afin de protester contre la potentielle fermeture d'une classe lors de la prochaine rentrée. Alors que l'établissement en compte huit aujourd'hui pour 147 élèves, la carte scolaire élaborée par les services de l'Éducation nationale en prévoit une de moins à partir du mois de septembre.

Une telle perspective n'est pas entendable pour la municipalité. La maire de [Bernay](#), Marie-Lyne Vagner, était présente pour apporter son soutien à cette manifestation.

« Un public sensible qu'il faut protéger »

« **On a appris cette décision mercredi par un courrier**, explique Mickaël Pereira, premier adjoint. **Dès le lendemain, je me suis mis en relation avec la directrice, Sandra Riou, pour qu'elle mobilise les parents. Et j'ai mobilisé les élus de la majorité et de l'opposition, car il faut être rassemblé.** »

L'école est située dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, où une grande partie des habitants est confrontée à des difficultés sociales et économiques. « **Les enfants ont des besoins particuliers**, signale Laurène Chanu, présidente de l'association des parents d'élèves. **Les enfants ne sont pas nombreux actuellement, cela permet de bien s'occuper d'eux. Si ensuite ce sont des doubles niveaux partout, ce sera compliqué pour les conditions d'enseignement.** »

« **Avec 17 enfants par classe, c'est confortable pour l'apprentissage des élèves dans un quartier avec un public sensible qu'il faut protéger** », confirme Mickaël Pereira. Cette fermeture lui paraît d'autant plus illégitime « **qu'il n'y a pas de baisse d'effectifs** ». « **La direction académique évoque le côté quantitatif. Nous, nous évoquons le côté qualitatif** », notamment sur le plan du climat scolaire, ajoute-t-il.

La Ville a investi

La qualité de l'accompagnement des familles serait elle aussi mise à mal, puisque le temps de décharge, dont bénéficie la directrice, passerait de 50 à 30 %. « **L'inspecteur de la circonscription**

de [Bernay](#) s'est déplacé, il a admis qu'il y a certaines difficultés et que le travail mené est colossal. Et en même temps, on reçoit ce courrier... », déplore le premier adjoint au maire.

La municipalité a investi depuis 2021 afin d'améliorer les conditions d'apprentissage grâce au déploiement du socle numérique, à la réhabilitation de l'école maternelle, au réaménagement de la cour, etc.

« Si les élus disent non, si les parents disent non, on ne devrait pas fermer », s'exprime Pascal Didsch. Le représentant du groupe Bernay l'alternative a débuté sa carrière enseignante dans ce quartier. « L'offre éducative fait partie de l'attractivité du territoire », rappelle-t-il.

La conséquence

de « la désertification »

La fermeture qui se trame est la conséquence de « la désertification dont souffre notre ville, estime Francis Viez, leader du groupe Agir pour [Bernay](#) ensemble. Le nombre de jeunes familles continue à chuter. Il faut traiter les sujets d'emploi et de logement, et l'absence de maternité n'encourage pas à venir s'installer dans notre ville. » « Étant donné les relations de Mme le maire avec certains élus, on aurait pu s'attendre à une attention particulière pour [Bernay](#) », glisse-t-il. Francis Viez a écrit à la sénatrice de l'Eure Kristina Pluchet afin de solliciter son intervention auprès des autorités compétentes pour suspendre cette suppression de classe et étudier la possibilité de faire bénéficier l'école du dispositif « Réseau d'éducation prioritaire ».

En cette année électorale, les annonces ont été retardées pour éviter officiellement toute instrumentalisation au moment des municipales. « On se prend de plein fouet de grosses coupes », regrette Xavier Fric, secrétaire départemental adjoint du Syndicat national unifié des directeurs, instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public (Snudi) FO.

Alors que 25 classes avaient été supprimées en 2025 dans l'[Eure](#), l'augmentation est considérable en 2026 avec 66 menaces de fermeture pour 44 postes en moins. « La moyenne nationale, c'est 24 élèves par classe en primaire. Nous essayons de faire entendre à la directrice des services académiques qu'il y a d'autres éléments à regarder au-delà du nombre », poursuit Xavier Fric. Une classe en moins au [Bourg-le-Comte](#), « ce sont des contraintes en plus dans un milieu très défavorisé ».

Une motion au conseil municipal

Satisfait d'observer les parents, les enseignants et les élus faire front commun contre cette décision jugée « illégitime », Mickaël Pereira pense qu'il n'y a pas de fatalité. Selon le premier adjoint, l'espoir existe de voir l'Éducation nationale reculer.

Après la mobilisation matinale, une motion de sauvegarde de la classe menacée a été adoptée à l'unanimité lors du premier conseil municipal de la mandature.

Anthony Bonnet

